QUE RESTE-T-IL DE L’HYPERPUISSANCE?

Hubert Vedrine

Que reste-t-il de l’hyperpuissance?

Géoéconomie : En 1999, vous étiez un des premiers en France à mentionner le terme d'hyperpuissance pour qualifier la stature internationale des États-Unis dans le contexte post Guerre froide des années 1990. Pouvez-vous nous rappeler ce pour quoi vous avez employé ce terme à ce moment précis et ce qu'il signifiait concrètement dans le contexte international d'alors? Hubert Védrine : J'ai été en effet le premier à employer ce terme, en 1998, considérant que le vieux terme de « superpuissance « était trop connoté «Guerre froide» et qu'il ne suffisait plus à décrire l'énorme puissance, et influence sous toutes ses formes, des États-Unis après la fin de l'URSS, à mon avis sans équivalent historique. Aucun empire du passé, même celui, immense, de Gengis Khan, n'a eu d'influence globale, idem ceux d'Alexandre ou de Napoléon. C'est plus tard que j'ai découvert qu'un analyste américain, Ben Wallenberg, avait employé cette formule, quelques années auparavant. En 1997, cette expression a eu un succès considérable parce qu'elle a été combattue, au début, par les médias américains, qui voulaient y voir une expression typique de l'antiaméricanisme supposé des français (hyper, en anglais, est péjoratif), ce qu'elle n'est pas. Mais de toute façon ce terme n'était valable qu'à une période donnée. Géoéconomie : En effet, quelques 15 ans plus tard, les cartes de la puissance ont largement été redistribuées sur la scène internationale. Pensez-vous dès lors que le terme d'hyperpuissance, qui caractérisait jusqu'alors la suprématie américaine sur les relations internationales, soit toujours d'actualité? Quels seraient les (nouveaux) critères pour calculer et évaluer la notion de puissance? Hubert Védrine : Ce terme n'est évidemment plus d'actualité. Il l'a été à mon avis dans la décennie 1990, de la fin de l'URSS, fin 1991, à la première décennie 2000, avec la montée spectaculaire des émergents, Chine en tête. Cependant hyperpuissant ne signifiait pour moi ni invulnérable (et donc il n'était pas contredit par le 11 septembre) ni omnipotent (même l'hyperpuissance pouvait aller se fourvoyer en Irak en 2003). Malgré ces bouleversements, les critères pour évaluer la puissance ne sont pas si nouveaux que cela : le hard (puissance militaire, économique, monétaire) et le soft (toutes les formes d'influence) très ancien aussi, même si ses vecteurs évoluent. Bien sûr, la proportion des ingrédients varie beaucoup dans le cocktail de la puissance d'une époque à l'autre, d'un pays à l'autre. Ce qui est nouveau c'est que de plus en plus de pays ont accédé à une forme ou autre de puissance. Les occidentaux qui avaient conduit – bien ou mal – l'histoire du monde depuis la première mondialisation, ibérique, puis la seconde – britannique, de 1850 à 1914 – puis après, durant le court XXe siècle américain, ont perdu à la fin du XXe siècle le monopole de la puissance. Le général Brent Scowcroft et Zbigniew Brejzinski ont fait remarquer très justement il y a quelques années que c'est la première fois dans l'histoire du monde que « tous les peuples sont politiquement actifs «. Les occidentaux, qui se voient toujours au centre ou au-dessus de tout, ont bien du mal à réaliser ce nouvel état de fait, à l'admettre, à en mesurer toutes les conséquences, qui vont s'amplifier, et à réagir à bon escient. Les Américains et les Européens ne réagissent d'ailleurs pas de la même façon. Les Américains croient encore à la puissance, en tout cas à la leur, et à leur capacité de rebond économique (leurs grandes initiatives commerciales le prouvent), les Européens plutôt à la « communauté « internationale, aux normes, à l'influence sans puissance, à la société civile, etc. Ce n'est pas la même chose. Géoéconomie : L'évolution de l'équilibre des puissances rend donc de plus en plus difficile pour un seul État de dominer militairement, politiquement, économiquement, culturellement et technologiquement les relations internationales. Néanmoins, les États-Unis semblent encore aujourd'hui la puissance dominante, certes contestée, des affaires internationales. D'après vous, jusqu'à quand cette domination pourra-t-elle continuer? Êtes-vous en phase avec les analystes qui parlent d'un déclin inéluctable de la puissance américaine face à l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale? Hubert Védrine : Je ne vois pas le déclin américain comme inéluctable : les États-Unis vont longtemps rester la première puissance mondiale. C'est évident en termes militaires et technologiques. Économiquement, le PNB chinois sera le premier du monde d'ici quelques années mais ce résultat statistique ne donnera pas pour autant à la Chine un pouvoir, une influence et un prestige comparables à ceux qu'avaient les États-Unis auparavant. Cela étant dit, que signifie rester aujourd'hui la puissance dominante? Dominante sur quoi? (Chine? Proche-Orient? Iran? Syrie? Pays émergents?). Aucun pays ne dominera l'ensemble, pas même la Chine, même si son poids est appelé à croître encore. Le leadership américain peut se perpétuer encore assez longtemps, sous certaines conditions - tant qu'aucun autre pays ne fera jeu égal ou qu'un système collectif ne s'imposera pas - mais il sera devenu relatif. Géoéconomie : En quoi l'élection et la réélection du président Barack Obama et ses ambitions en termes de politique étrangère, peuvent-elles influencer ce déclin, positivement ou négativement? Hubert Védrine : En tant que président Obama peut évidemment influencer le destin des Etats-Unis. Son action peut inverser et corriger, ou non, accélérer ou ralentir, ce déclin relatif. À mon sens si les occidentaux réagissent à nouveau de façon brutale et schématique à la perte de leur monopole de puissance, comme les néo-conservateurs et G.W. Bush l'ont fait très maladroitement (leur influence n'a pas disparu en France), s'ils s'enferrent dans une crispation «occidentaliste» manichéenne, anti-chinoise et anti-islam, se privant ainsi de toutes les ressources de l'intelligence stratégique et tactique, et de la Realpolitik, cela ne marchera pas (le bilan de G.W. Bush en atteste) et accélérera même leur déclin, comme l'a déjà fait la crise financière occidentalo-globale. Même chose pour l'irénisme des Européens, spectateurs interloqués de leur marginalisation. En revanche une politique lucide qui ne nie pas la redistribution de la puissance en cours, qui ne panique pas, mais n'abdique pas non plus, ne se réfugie pas dans des chimères (communauté internationale, libéralisme absolu, gouvernement mondial) mais défend au mieux les intérêts occidentaux en tirant intelligemment parti des divergences entre émergents pourrait préserver durablement un leadership relatif des États-Unis, qui resteraient alors le « hub « du monde, plus acceptable que tout autre. Il me semble que c'est la pensée profonde d'Obama; c'est ce qui ressort en tout cas de ses discours, et c'est ce que l'on attendait de lui notamment en Europe, attente un peu frustrée jusqu'ici. Cela va, peut-être, inspirer sa politique étrangère sous son deuxième mandat, avec John Kerry, plus que dans le premier. Cela dit, un recentrage des Etats-Unis sur l'Amérique et l'Asie qui irait trop loin, et une diplomatie trop « minimaliste «, ne serviraient pas leurs intérêts. Tout cela nécessite des États, ou en tout cas des dirigeants, stratèges! Géoéconomie : Comment voyez-vous évoluer le monde et l'équilibre des puissances dans les prochaines années? Une nouvelle et future hyperpuissance peut-elle à nouveau émerger et sous quelle forme? (État, groupement d'États, acteur non étatique, etc.) Hubert Védrine : Je ne crois pas à un retour des États-Unis à l'état d'hyperpuissance. Ni des Occidentaux tous ensemble, trop divisés (et ils vont être tiraillés entre eux par les négociations commerciales et d'autres différences de fond), trop concurrencés, et s'agissant des européens, avec des charges sociales trop lourdes, à leur domination d'antan. Mais je ne crois pas non plus à la domination du monde par la seule Chine, ni par les BRICS (catégorie d'ailleurs hétéroclite), encore moins par les dizaines d'émergents tous ensemble. Ni à un G2 Chine/États-Unis: même si leurs accords préalables pour gérer leurs problèmes bilatéraux auront beaucoup d'influence, ils ne pourront pas à eux seuls contrôler le monde. Il faut donc s'attendre à la poursuite de la compétition, sous toutes ses formes, et à des alliances instables entre les divers pôles de puissance, eux-mêmes changeants, montants ou déclinants. Un grand accord commercial États-Unis/Europe, s'il peut être conclu, serait très normatif pour les échanges mondiaux (40% des échanges) mais ne serait pas non plus l'inatteignable « gouvernement mondial « (le système multilatéral a surtout créé une bureaucratie internationale). Idem pour le grand marché transpacifique. L'Organisation des nations unies (ONU), le G20, le G8, le G7, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont des enceintes, pas des pouvoirs. De plus, la révolution individualiste, technologique, philosophique, puis politique en cours dans le monde rend de plus en plus difficile l'art de gouverner, a fortiori de réformer. La démocratie directe peut régénérer la démocratie représentative; elle peut aussi achever de la disqualifier et de la paralyser, sans solution de remplacement. Néanmoins les normes internationales, les règles collectives, ne peuvent que se développer dans ce monde très interdépendant, mais en reflétant ainsi les rapports de force. Géoéconomie : Dans cette nouvelle configuration des relations internationales, comment jugez-vous le rôle, le fonctionnement et l'apport de l'ONU? Pensez-vous qu'elle soit toujours en phase avec cette nouvelle physionomie? Hubert Védrine : L'ONU reste indispensable. Le monde serait pire sans elle. Elle est l'enceinte la plus large, la seule complète, et ses organisations spécialisées, quoique trop bureaucratiques, sont utiles, mais en son sein et en leur sein, la compétition va continuer. Elle est le reflet du monde. Elle n'est pas au-dessus. Elle n'a pas de pouvoirs propres, pas même le secrétaire général. Bien sûr il faudrait pouvoir la réformer en profondeur, comme toutes les bureaucraties multilatérales. Géoéconomie : Pensez-vous, et souhaitez-vous que le Conseil de sécurité de l'ONU soit réformé? Si oui, sous quelle forme et pour quelles ambitions? La France ne risque-t-elle pas d'être la principale perdante de toute modification du Conseil de sécurité? Hubert Védrine : Pour représenter mieux le monde actuel - et pas seulement celui de 1945 - le Conseil de sécurité qui, lui, a de vrais pouvoirs quand ses membres permanents s'accordent (chapitres VI et VII), devrait certainement être élargi au Japon, à l'Inde, à l'Allemagne, à un pays africain, un pays latino-américain et un pays arabe, ces trois derniers par roulement, avec droit de veto, sinon ils refuseront. Ce qui n'empêche pas, sans trop d'illusion, d'essayer de discipliner le droit de veto (usage à plusieurs, limitation du nombre de veto). De toute façon si il n'y avait plus de droit de veto (revendication de certains juristes théoriciens ou mondialistes utopistes) les vraies puissances quitteraient l'ONU. Mais tout cela est théorique. Au moment de créer la Société des nations (SDN) ou l'ONU, ce sont les vainqueurs qui ont dicté leur loi. Aujourd'hui il s'avère quasi impossible d'obtenir un consensus réformateur au sein des 200 copropriétaires du monde. Les réformes du Conseil de sécurité de l'ONU tentées à plusieurs reprises, notamment par Kofi Annan, ont buté sur le veto ou le refus de certains membres permanents, par exemple de la Chine ou des États-Unis. Donc tout cela reste abstrait. Si cette ambitieuse réforme d'ensemble avait lieu, nul doute que la France, et la Grande-Bretagne, y perdraient. Sauf si l'Union européenne, qui hériterait de leurs deux sièges, sortait de son long sommeil stratégique, s'exprimait avec une force accrue et que la Grande-Bretagne et la France avaient en amont une influence déterminante sur celle-ci. On n'en est pas là. Aujourd'hui les Européens s'accordent sur les grands principes : paix, développement, droits de l'homme mais jamais d'emblée sur les problèmes concrets et les crises précises : Proche et Moyen-Orient, Afrique, Russie, Chine, espionnage américain, etc. Elle souffre d'aboulie stratégique. Un représentant unique de l'Europe serait donc contraint de s'abstenir dans bien des cas, faute d'instructions en temps utile ce qui fait que l'«Europe» n'y gagnerait rien, du moins tant que ses politiques étrangères n'auront pas été rendues plus convergentes, ce qui ne peut être obtenu par les procédés actuels, et encore moins par les incantations fédéralistes. Géoéconomie : La crise financière a fortement impacté la croissance et le développement de nombreux pays et région, et ce pour de nombreuses années. Quelle analyse faites-vous de cette situation? Pensez-vous par exemple que l'Union européenne, et donc ses pays membres, puissent se remettre des conséquences de cette crise? Hubert Védrine : La crise financière, c'est-à-dire l'éclatement en 2008 de l'économie américano globalisée financièrement dérégulée, devenue un casino, a accéléré la montée des émergents qui étant moins « modernes «, étaient moins intégrés dans ce système à haut risque, et ont donc été de ce fait paradoxalement protégés (comme les Japonais, qui disent que la barrière de la langue les a protégés...). L'Europe, au contraire, en a subi d'autant plus le contrecoup que son système bancaire était très imbriqué dans ce système de créances toxiques, et que ses États membres étaient par ailleurs surendettés, sans pour autant bénéficier de l'impunité monétaire des Etats-Unis, encore plus endettés qu'elle. L'Europe finira par se redresser, après avoir assaini ses finances publiques, mais ce sera beaucoup plus long et pénible que prévu, et aura nécessité une combinaison de réformes structurelles impopulaires notamment en France, et de croissance, celle-ci de plus en plus « écologisée « (mais pas comme le conçoivent les partis écologistes). Géoéconomie : La politique extérieure de la France semble toujours guidée par les mêmes principes et valeurs depuis des décennies. Comment expliquez-vous cela? Quels sont ces principes et ces valeurs que vous vous êtes vous-même attaché à défendre lors de votre mandat de ministre des Affaires étrangères (1997-2002)? Pensez vous que les (nouveaux) acteurs de la politique étrangère de la France respectent ces traditions? Hubert Védrine : Il est frappant de constater que la politique étrangère de la plupart des pays reste guidée dans la durée par les mêmes grands principes. Même après des révolutions radicales et prosélytes (URSS, Chine de Mao, Iran des mollahs) certaines composantes nationales ont survécu. Voyez aujourd'hui la relation Allemagne/Russie, les tensions Chine/Japon, etc. L'Histoire et la géographie sont là, autant que les valeurs et l'idéologie. Aux États-Unis on rattache encore les principaux courants en politique étrangère à Jackson, Hamilton, T. Roosevelt ou Wilson, même si les politiques étrangères des présidents américains successifs sont des synthèses! La France n'échappe pas à cette règle. Mais depuis le début des années 1990 elle a dû repenser sa fameuse politique étrangère gaullo-mitterrandienne - « Ami, alliée des États-Unis, mais pas alignée « - parfaitement adaptée pendant 35 ans à la Guerre froide et au monde bipolaire, dans un monde de plus en plus multipolaire et instable. Elle a été tentée par diverses options : une option européiste (tout miser sur l'Europe, s'en remettre à elle), une tentation occidentaliste (l'Occident est menacé, abandonnons notre spécificité, serrons les rangs et endossons l'agenda néo-con), une tentation « droit de l'hommiste « (imposer la démocratie au monde entier) et, quand même, le maintien, plus ou moins assumé, plus ou moins bien expliqué, d'une politique étrangère française harmonisée avec ses alliées ou partenaires, et tenant compte, sans naïveté, du poids des émergents. C'est cette dernière option qui s'est poursuivie, peu ou prou, avec Jacques Chirac, comme sous la cohabitation avec Lionel Jospin, et même, après des embardées initiales et des contradictions déroutantes, avec Nicolas Sarkozy. Dans l'ensemble ce qui est fait de façon pragmatique depuis 2012 par François Hollande et Laurent Fabius. De façon surprenante, les Occidentaux, malgré leurs difficultés qui les placent sur la défensive, continuent à croire à leur mission universelle et à leur responsabilité spéciale et à osciller sans cesse entre traiter avec le monde tel qu'il est, ou le convertir. Les médias militent dans ce dernier sens. Géoéconomie : Sur quels domaines souhaiteriez-vous voir renforcer la politique extérieure de la France en vue de maintenir et d'accentuer son rôle, son influence et sa place dans les affaires internationales et dans l'équilibre des puissances? Hubert Védrine : Dans le contexte international actuel, la France dispose si elle veut, si son économie le lui permet, de nombreuses opportunités pour maintenir, voire renforcer, son rôle et son influence : - tirer mieux parti de la disponibilité d'Obama pour jouer, avec les européens, un rôle stratégique accru au sein de l'alliance comme à l'extérieur; - réussir la difficile négociation commerciale Europe/États-Unis (le mandat européen de négociation du 14 juin 2013 est une bonne base, mais les difficultés seront nombreuses); - mener une politique russe plus active et plus réaliste, quoi qu'on pense de Vladimir Poutine; - maintenir une politique arabe non dogmatique, qui s'adapte pragmatiquement, pays par pays, aux bouleversements en cours et futurs; - réinventer et redynamiser notre politique en Afrique, où s'activent et se concurrencent toutes les puissances du monde, mais où la France reste souhaitée; - mener avec chacun des grands émergents une politique, audacieuse sur les coopérations mais quand même prudente sur les transferts de technologies; - et en Europe, suivre la ligne d'une France forte dans une Europe forte, une Europe réalisatrice qui défend les intérêts des Européens, sans consentir d'abandon supplémentaire de souveraineté, mais en acceptant d'aller plus loin dans l'exercice en commun de la souveraineté (à commencer dans la zone euro), en refusant les querelles stériles sur les mérites comparés des systèmes communautaire et intergouvernemental, en stoppant l'anxiogène fuite en avant dans les réformes institutionnelles réclamées par les élites européistes, en faisant de l'Europe un pôle utile du monde multipolaire, reconnu en Europe et à l'extérieur.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > Que reste-t-il de l'hyperpuissance?

05/09/2013